



C(Extr.)/20/6  
ORIGINAL : anglais  
DATE : 21 juin 2004

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES  
GENÈVE

CONSEIL

Vingtième session extraordinaire  
Genève, 11 avril 2003

COMPTE RENDU

*adopté par le Conseil*

Ouverture de la session

- \*1. Le Conseil de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) a tenu sa vingtième session extraordinaire à Genève le 11 avril 2003, sous la présidence de M. Karl Olov Öster (Suède), président du Conseil.
- \*2. La liste des participants figure à l'annexe I du présent document.
- \*3. La session est ouverte par le président qui souhaite la bienvenue aux participants.
- \*4. Le président accueille chaleureusement la délégation du Bélarus, État devenu membre de l'UPOV le 5 janvier 2003. Il informe aussi le Conseil de l'adhésion de la Hongrie à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV.

Adoption de l'ordre du jour

- \*5. Le Conseil adopte l'ordre du jour proposé dans le document C(Extr.)/20/1, après avoir ajouté au point 4 l'examen de la conformité du décret relatif à la protection des obtentions

---

\* L'astérisque précédant le numéro du paragraphe indique que le texte est repris du compte rendu des décisions (document C(Extr.)/20/5).

végétales du Viet Nam avec l'Acte de 1991 de la Convention UPOV (document C(Extr.)/20/3). Un nouveau document a été ajouté sous le point 5 de l'ordre du jour, concernant une recommandation soumise au Conseil pour adoption sur la "Position de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) concernant la décision VI/5 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB)" (document C(Extr.)/20/4).

#### Élection du vice-président du Conseil

6. Le secrétaire général adjoint présente le document C(Extr.)/20/2, indiquant que, le 13 janvier 2003, la Mission permanente de la République argentine auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève a informé le Bureau de l'Union que Mme Adelaida Harries (Argentine) ne pourrait pas continuer d'exercer les fonctions de premier vice-président du conseil, pour lesquelles elle avait été élue pour la période 2001-2003. Il explique en outre que le premier vice-président du Conseil de l'UPOV assume des fonctions importantes, prévues notamment à l'article 26.2) de l'Acte de 1991 de la Convention UPOV et à l'article 18.1) de l'Acte de 1978 de la même convention, dans la mesure où il doit remplacer le président en cas d'empêchement, et qu'il est donc nécessaire d'élire un nouveau premier vice-président pour la durée du mandat restant à courir.

7. La délégation de l'Espagne regrette la démission de Mme Adelaida Harries de la vice-présidence du Conseil et propose Mme Enriqueta Molina Macías (Mexique) comme vice-présidente du Conseil. Elle ajoute que Mme Molina Macías a représenté le Mexique auprès de nombreuses instances internationales et met en avant ses activités au sein de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO).

\*8. Le Conseil élit à l'unanimité Mme Enriqueta Molina Macías (Mexique) vice-présidente du Conseil pour un mandat commençant à ce jour et prenant fin avec la trente-septième session ordinaire du Conseil, le 23 octobre 2003.

9. Mme Enriqueta Molina Macías remercie le Conseil de lui avoir fait l'honneur de l'élire à la présidence.

10. Le président du Conseil prie la délégation de l'Argentine de transmettre les meilleurs vœux du Conseil à Mme Adelaida Harries.

#### Examen de la conformité de la législation ou du projet de législation de tout État ou de toute organisation ayant déposé une demande selon l'article 34.3) de l'Acte de 1991 de la Convention UPOV

##### *République socialiste du Viet Nam*

\*11. La juriste principale présente le document C(Extr.)/20/3.

\*12. Le Conseil décide

a) d'informer le Gouvernement vietnamien que, même si l'Acte de 1991 est repris en grande partie dans les principales dispositions du décret, il est nécessaire d'y apporter

quelques précisions et modifications, comme le prévoit le présent document, afin que ce décret soit en pleine conformité avec l'Acte de 1991; une fois les précisions et modifications en question apportées, de manière satisfaisante pour le Bureau de l'Union, le Viet Nam pourra déposer son instrument d'adhésion à l'Acte de 1991;

b) de demander au Bureau de l'Union d'offrir son concours au Gouvernement vietnamien pour l'élaboration des précisions et modifications nécessaires et pour l'établissement d'une traduction plus précise dans une ou plusieurs langues officielles de l'UPOV.

Compte rendu du président sur les travaux de la soixante-cinquième session du Comité consultatif; adoption, le cas échéant, de recommandations élaborées par ce comité

\*13. Le Conseil prend note du compte rendu verbal sur la soixante-cinquième session du Comité consultatif, qui s'est tenue le 11 avril 2003 et qui était principalement consacrée à l'examen de la situation financière de l'Union et à la préparation de la session actuelle du Conseil.

\*14. Sur recommandation du Comité consultatif, le Conseil adopte le document C(Extr.)/20/4 modifié par le Comité consultatif, qui y a inclus la "Position de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) concernant la décision VI/5 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB)" reproduite dans l'annexe II du présent document. Le Conseil prend également note de la lettre d'accompagnement, modifiée par le Comité consultatif, qui sera envoyée au Secrétariat de la CDB.

*15. Le présent compte rendu a été adopté par correspondance.*

[L'annexe I suit]

ANNEXE I / ANNEX I / ANLAGE I / ANEXO I

LISTE DES PARTICIPANTS / LIST OF PARTICIPANTS /  
TEILNEHMERLISTE / LISTA DE PARTICIPANTES

(dans l'ordre alphabétique des noms français des États / in the alphabetical order of the names in  
French of the States / in alphabetischer Reihenfolge der französischen Namen der Staaten /  
por orden alfabético de los nombres en francés de los Estados)

I. MEMBRES / MEMBERS / VERBANDSMITGLIEDER / MIEMBROS

ALLEMAGNE / GERMANY / DEUTSCHLAND / ALEMANIA

Udo VON KRÖCHER, Präsident, Bundessortenamt, Postfach 61 04 40, 30627 Hannover  
(tel.: +49 511 9566603 fax: +49 511 9566904 e-mail:  
Postfach.Praesident@bundessortenamt.de)

Michael KÖLLER, Leiter Rechtsreferat, Regierungsdirektor, Bundessortenamt,  
Osterfelddamm 80, 30627 Hannover (tel.: +49 511 95 66624 fax: +49 511 56 3362 / 95665  
e-mail: michael.koeller@bundessortenamt.de)

ARGENTINE / ARGENTINA / ARGENTINIEN

Néstor FERNÁNDEZ, Responsable Semillas, Secretaría de Agricultura, Ganadería, Pesca y  
Alimentos (SAGPyA), Ministerio de la Producción, Paseo Colón 922, 3er piso, of. 302,  
1063 Buenos Aires (tel.: +54 11 4349 2497 fax: +54 11 4349 2417  
e-mail: nesfer@sagpya.minproduccion.gov.ar)

Marcelo LABARTA, Director de Registro de Variedades, ex-Instituto Nacional de Semillas,  
Secretaría de Agricultura, Ganadería, Pesca y Alimentos (SAGPyA), Ministerio de la  
Producción, Paseo Colón 922, 3er piso, of. 347, 1063 Buenos Aires  
(tel.: +54 11 4349 2445 fax: +54 11 4349 2444 e-mail: mlabar@sagyp.mecon.gov.ar)

AUSTRALIE / AUSTRALIA / AUSTRALIEN

Doug WATERHOUSE, Registrar, Plant Breeder's Rights Office, Commonwealth Department  
of Agriculture, Fisheries and Forestry, P.O. Box 858, Canberra, ACT 2601  
(tel.: +61 2 6272 3888 fax: +61 2 6272 3650 e-mail: doug.waterhouse@affa.gov.au)

AUTRICHE / AUSTRIA / ÖSTERREICH

Heinz-Peter ZACH, Referatsleiter für Saatgut und Sorten, Bundesministerium für Land- und  
Forstwirtschaft, Umwelt und Wasserwirtschaft, Stubenring 1, 1010 Wien  
(tel.: +43 1 711 002795 fax: +43 1 513 8722 e-mail: Heinz-Peter.Zach@bmlf.gv.at)

BÉLARUS / BELARUS / BELARÚS

Irina EGOROVA (Mrs.), First Secretary, Permanent Mission, 15, avenue de la Paix,  
1211 Geneva, Switzerland (tel.: +41 22 7482450 fax: +41 22 7482451)

BELGIQUE / BELGIUM / BELGIEN / BÉLGICA

Camille VANSLEMBROUCK (Mme), Ingénieur, Office de la Propriété Intellectuelle,  
North Gate III, 5ème étage, 16, blvd. du Roi Albert II, 1000 Bruxelles  
(tel.: +32 2 2065158 fax: +32 2 2065750 e-mail: camille.vanslembrouck@mineco.fgov.be)

CANADA / KANADA / CANADÁ

Valerie SISSON (Ms.), Commissioner, Plant Breeders' Rights Office, Canadian Food  
Inspection Agency (CFIA), Camelot Court, 59, Camelot Drive, Nepean, Ontario K1A OY9  
(tel.: +1 613 225 2342 fax: +1 613 228 6629 e-mail: vsisson@inspection.gc.ca)

CHINE / CHINA

LÜ Bo, Division Director, DUS Test Division, Development Center for Science and  
Technology, Ministry of Agriculture, Building 18, Mai Zi Dian Street, Beijing 100026  
(tel.: +86 10 6592 5213 fax: +86 10 6592 5213 e-mail: lvbo@agri.gov.cn)

YANG Fengwei, Director, Division of Science and Technology, State Forestry  
Administration, No. 18 Hepingli East Street, Beijing 100714 (tel.: +86 10 84238700  
fax: +86 10 84239221 e-mail: yangfengwei@forestry.gov.cn)

ZHOU Jianren, Division Director, Department of Science & Technology, Office of Protection  
of New Varieties of Plants, State Forestry Administration, 18, Hepingli East Street,  
Beijing 100714 (tel.: +86 10 842 39104 fax: +86 10 842 38883  
e-mail: webmaster@cnpvp.net)

LI Yanmei (Mrs.), Project Administrator, Department for International Cooperation,  
State Intellectual Property Office (SIPO), P.O. Box 8020, 6, Xitucheng Road,  
Haidian District, Beijing 100088 (tel.: +86 10 6209 3288 fax: +86 10 6201 9615  
e-mail: liyanmei@sipo.gov.cn)

ZHENG Yongqi, Professor, Chinese Academy of Forestry, 10091 Beijing  
(tel.: +86 10 6288565 fax: +86 10 62872015 e-mail: zhengyq@caf.ac.cn)

COLOMBIE / COLOMBIA / KOLUMBIEN

Alvaro ABISAMBRA, Gerente General, Instituto Colombiano Agropecuario (ICA),  
Ministerio de Agricultura, Calle 37, No. 8-43, pisos 4 y 5 Aereo 7984, 1511123 El Dorado,  
Bogotá D.F (tel.: +57 1 2884438 fax: +57 1 288 4169 e-mail: gerencia@ica.gov.co)

Ana Luisa DÍAZ JIMÉNEZ (Sra.), Coordinador Nacional, Derechos de Obtentor de  
Variedades y Producción de Semillas, Instituto Colombiano Agropecuario (ICA), Calle 37,  
# 8-43, Piso 4, Bogotá D.F. (tel.: +57 1 232 8643 fax: +57 1 232 4697  
e-mail: semillas@ica.gov.co, semillasica@hotmail.com)

Rocio SAÑUDO DE ANGEL (Sra.), Jefe, Oficina Jurídica, Instituto Colombiano  
Agropecuario (ICA), Calle 37, # 8-43, Piso 5, Bogotá D.C. (tel.: +57 1 232 4690  
fax: +57 1 288 4037 e-mail: juridica@ica.gov.co)

Luis G. GUZMAN VALENCIA, Ministro Consejero, Misión Permanente, 17-19, chemin du  
Champ-d'Anier, 1209 Ginebra, Suiza

CROATIE / CROATIA / KROATIEN / CROACIA

Ruzica ORE (Mrs.), Head of Plant Variety Protection and Registration, Institute for Seeds and  
Seedlings, Vinkovacka cesta 63c, 31000 Osijek (tel.: +385 31 275206 fax: +385 31 275193  
e-mail: r.ore@zsr.hr)

DANEMARK / DENMARK / DÄNEMARK / DINAMARCA

Merete BUUS (Mrs.), Head of Division, The Danish Plant Directorate, Ministry of Food,  
Agriculture and Fisheries, Skovbrynet 20, 2800 Lyngby (tel.: +45 45 263720  
fax: +45 45 26317 e-mail: meb@pdir.dk)

ESPAGNE / SPAIN / SPANIEN / ESPAÑA

Ricardo LÓPEZ DE HARO WOOD, Director, Oficina Española de Variedades Vegetales  
(OEVV), Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación (MAPA), Avda. de Ciudad de  
Barcelona 6, 28007 Madrid (tel.: +34 91 347 6939 fax: +34 91 347 6703  
e-mail: lopezdeharo@mapya.es)

Luis SALAICES, Jefe de Área del Registro de Variedades, Oficina Española de Variedades  
Vegetales (OEVV), Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación (MAPA), Avda. de  
Ciudad de Barcelona 6, 28007 Madrid (tel.: +34 91 3476712 fax: +34 91 3476703  
e-mail: lsalaice@mapya.es)

ESTONIE / ESTONIA / ESTLAND

Maria ABAKUMOVA (Ms.), Chief Inspector, Variety Control Department, Estonian Plant Production Inspectorate, 71024 Viljandi (tel.: +372 43 346 50 fax: +372 43 346 50 e-mail: maria.abakumova@plant.agri.ee)

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE / UNITED STATES OF AMERICA / VEREINIGTE STAATEN VON AMERIKA / ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA

Karen M. HAUDA (Mrs.), Patent Attorney, Office of International Affairs, United States Patent and Trademark Office (USPTO), Washington, D.C., 20231 (tel.: +1 703 305 9300 ext. 129 fax: +1 703 305 8885 e-mail: karen.hauda@uspto.gov)

Dominic KEATING, Intellectual Property Attaché, Office of the United States Trade Representative (USTR), Permanent Mission, 11, route de Pregny, 1292 Chambésy, Switzerland (tel.: +41 22 749 52 81 fax: +41 22 749 4880 e-mail: dkeating@ustr.gov)

FÉDÉRATION DE RUSSIE / RUSSIAN FEDERATION / RUSSISCHE FÖDERATION / FEDERACIÓN DE RUSIA

Yuri A. ROGOVSKIY, Deputy Chairman, Chief of Methods Department, State Commission of the Russian Federation for Selection Achievements Test and Protection, Orlikov per., 1/11, Moscow 107139 (tel.: +70 095 208 6775 fax: +70 095 207 8626 e-mail: statecommission@mtu-net.ru)

Madina OUMAROVA (Mrs.), Expert of Methods Department, State Commission of the Russian Federation for Selection Achievements Test and Protection, Orlicov per., 1/11, Moscow 107139 (tel.: +70 095 208 6775 fax: +70 095 207 8626 e-mail: desel@agro.aris.ru)

Evgueny ZAGAYNOV, Counsellor, Permanent Mission, 15, avenue de la Paix, 1211 Geneva 20, Switzerland, (tel.: +41 22 733 1870 fax: +41 22 734 4044)

Maxim MUSIKHIN, Third Secretary, Permanent Mission, 15, avenue de la Paix, 1211 Geneva 20, Switzerland, (tel.: +41 22 733 1870 fax: +41 22 734 4044 e-mail: maxim.musikhin@ties.itu.int)

FINLANDE / FINLAND / FINNLAND / FINLANDIA

Arto VUORI, Director, Plant Variety Rights Office, Ministry of Agriculture and Forestry, Hallituskatu 3 A, P.O. Box 30, 00023 Government (tel.: +358 9 160 3316 fax: +358 9 160 52203 e-mail: arto.vuori@mmm.fi)

FRANCE / FRANKREICH / FRANCIA

Nicole BUSTIN (Mlle), Secrétaire général, Comité de la protection des obtentions végétales (CPOV), Ministère de l'agriculture et de la pêche, 11, rue Jean Nicot, 75007 Paris  
(tel.: +33 1 4275 9314 fax: +33 1 4275 9425 e-mail: nicole.bustin@geves.fr)

HONGRIE / HUNGARY / UNGARN / HUNGRÍA

Karoly NESZMÉLYI, General Director, National Institute for Agricultural Quality Control (NIAQC), Keleti Karoly u. 24, P.O. Box 30, 93, 1024 Budapest (tel.: +36 1 212 4711  
fax: +36 1 438 0698 e-mail: neszmelyik@ommi.hu)

Marta POSTEINER-TOLDI (Mrs.), Vice-President, Hungarian Patent Office, Garibaldi u.2, P.O. Box 552, 1054 Budapest (tel.: +36 1 331 2164 fax: +36 1 474 5975  
e-mail: vekas@hpo.hu)

Anna LÖRINCZ-FEJES (Mrs.), Deputy Head, Legal and International Department, Hungarian Patent Office, Garibaldi u.2, P.O. Box 552, 1370 Budapest (tel.: +36 1 474 58 98  
fax: +36 1 474 58 99 e-mail: lorincza@hpo.hu)

IRLANDE / IRELAND / IRLAND / IRLANDA

John V. CARVILL, Controller of Plant Breeders' Rights, Plant Variety Rights Office, Department of Agriculture and Food, National Crop Variety Testing Centre, Backweston, Leixlip, Co. Kildare (tel.: +353 1 630 2902 fax: +353 1 628 0634  
e-mail: john.carvill@agriculture.gov.ie)

ISRAËL / ISRAEL

Shalom BERLAND, Legal Advisor of Ministry of Agriculture and Plant Breeders' Registrar, Plant Breeders' Rights Council, Volcani Centre, P.O. Box 30, Bet-Dagan  
(tel.: +972 3 948 5566 fax: +972 3 948 5836 )



ITALIE / ITALY / ITALIEN / ITALIA

Bernardo PALESTINI, Dirigente, Direzione Generale della Qualità dei Prodotti Agroalimentari e dei Servizi, Ministero delle Politiche Agricole e Forestali (MPAF), Via XX Settembre 20, 00187 Roma (tel.: +39 06 46656724 fax: +39 06 483998)

Pasquale IANNANTUONO, Conseiller juridique, Office du délégué des accords de propriété intellectuelle, Ministère des affaires étrangères, Palazzo Farnesina, 00100 Rome (tel.: +39 06 3876 2907 fax: +39 06 3691 2277 e-mail: pasquale.iannantuono@libero.it)

Fabrizio GRASSI, Istituto Sperimentale Frutticoltura, Ministero delle Politiche Agricole e Forestali, Via di Fioranello 52, 00134 Roma (tel.: +39 06 9348194 fax: +39 06 79341630 e-mail: f.grassi@mclink.it)

Mario MARINO, Ufficio Biodiversità e Tecnologie Innovative, Direzione Generale per la Qualità dei Prodotti Agroalimentari e la Tutela del Consumatore, Ministero delle Politiche Agricole e Forestali, Via XX Settembre 20, 00186 Roma (tel.: +39 06 46654035 fax: +39 06 4814326 e-mail: biodiversita@politicheagricole.it)

JAPON / JAPAN / JAPÓN

Keiji MARUYAMA, Director, Plant Variety Protection Office, Seeds and Seedlings Division, Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries (MAFF), 1-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku, 100-8950 Tokyo (tel.: +81 3 3581 0518 fax: +81 3 3502 6572 e-mail: keiji\_maruyama@nm.maff.go.jp)

Jun KOIDE, Deputy Director, International Affairs, Seeds and Seedlings Division, Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries (MAFF), 1-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku, 100-8950 Tokyo (tel.: +81 3 3591 0524 fax: +81 3 3502 6572 e-mail: jun\_koide@nm.maff.go.jp)

KENYA / KENIA

Evans O. SIKINYI, Manager, Plant Variety Rights Office, Kenya Plant Health Inspectorate Service (KEPHIS), P.O. Box 49592, Waiyaki Way, Nairobi (tel.: +254 2 4440087 fax: +254 2 4448940 e-mail: pvpo@kephis.org)

LETTONIE / LATVIA / LETTLAND / LETONIA

Iveta OZOLINA (Ms.), Senior Officer, Plant Production Division, Ministry of Agriculture, 2 Republikas laukums, 1981 Riga (tel.: +371 7027258 fax: +371 7027514 e-mail: iveta.ozolina@zm.gov.lv)

MEXIQUE / MEXICO / MEXIKO / MÉXICO

Enriqueta MOLINA MACÍAS (Sra.), Encargada del Despacho de la Dirección, Servicio Nacional de Inspección y Certificación de Semillas (SNICS), Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación (SAGARPA), Av. Presidente Juárez 13, Col. El Cortijo, 54000 Tlalnepantla (tel.: +52 55 5384 2213 fax: +52 55 5390 1441 e-mail: enriqueta.molina@webtelmex.net.mx)

Karla T. ORNELAS LOERA (Sra.), Tercera Secretaria, Misión Permanente, 16, avenue de Budé, 1202 Ginebra, Suiza (tel.: +41 22 748 0707 fax: +41 22 748 0708 e-mail: mission.mexico@ties.itu.int)

NORVÈGE / NORWAY / NORWEGEN / NORUEGA

Kåre SELVIK, Director General, Head of Plant Variety Board, Royal Ministry of Agriculture, Akersgt. 059, P.O. Box 8007 Dep., 0030 Oslo (tel.: +47 2 224 9253 fax: +47 2 224 2753 e-mail: kare.selvik@ld.dep.no)

Haakon SØNJU, Registrar, Plant Variety Board, P.O. Box 3, 1431 Aas (tel.: +47 64 944400 fax: +47 64 944410 e-mail: haakon.sonju@slt.dep.no)

Veslemoy-Susanne GUNDERSEN (Ms.), Legal Advisor, Royal Ministry of Agriculture, Akersgt. 059, P.O. Box 8007 Dep, 0030 Oslo (tel.: +47 2 2249277 e-mail: veslemoy-susanne.gundersen@ld.dep.no)

NOUVELLE-ZÉLANDE / NEW ZEALAND / NEUSEELAND / NUEVA ZELANDIA

Chris BARNABY, Examiner of Fruit and Ornamental Varieties / Assistant Commissioner, Plant Variety Rights Office (PVRO), P.O. Box 130, Lincoln, Canterbury (tel.: +64 3 325 6355 fax: +64 3 983 3946 e-mail: chris.barnaby@pvr.govt.nz)

PAYS-BAS / NETHERLANDS / NIEDERLANDE / PAÍSES BAJOS

Chris M.M. VAN WINDEN, Manager Propagating Material, Ministry of Agriculture, Nature Management and Fisheries, Postbus 20401, 2500 EK The Hague (tel.: +31 70 3784281 fax: +31 70 3786156 e-mail: c.m.m.van.winden@dl.agro.nl)

POLOGNE / POLAND / POLEN / POLONIA

Edward S. GACEK, Director General, Research Centre for Cultivar Testing (COBORU),  
63-022 Slupia Wielka (tel.: +48 61 2852341 fax: +48 61 2853558  
e-mail: e.gacek\_coboru@bptnet.pl)

Julia BORYS (Ms.), Head, DUS Testing Department, Research Centre for Cultivar Testing  
(COBORU), 63-022 Slupia Wielka (tel.: +48 61 285 23 41 fax: +48 61 285 35 58  
e-mail: coboru@bptnet.pl)

Wieslaw PILARCZYK, Expert Statistician, Research Centre for Cultivar Testing  
(COBORU), 63-022 Slupia Wielka (tel.: +48 61 285 2341 Ext. 224 fax: +48 61 285 35 58  
e-mail: wpilar@owl.au.poznan.pl)

RÉPUBLIQUE DE CORÉE / REPUBLIC OF KOREA / REPUBLIK KOREA /  
REPÚBLICA DE COREA

LEE Byung-Mook, Director, Plant Variety Protection Division, National Seed Management  
Office (NSMO), 433, Anyang 6-dong, Anyang City, Kyunggi-do 430-016  
(tel.: +82 31 467 0150 fax: +82 31 467 0161 e-mail: byungm@seed.go.kr)

CHOI Keun-Jin, Examination Officer/Senior Researcher, Plant Variety Protection Division,  
National Seed Management Office (NSMO), 433 Anyang 6-dong, Anyang-si, Anyang City,  
Kyunggi-do 430-016 (tel.: +82 31 4670190 fax: +82 31 4670161 e-mail: kjchoi@seed.go.kr)

YOO Byung Rin, Counsellor, Permanent Mission, 1, avenue de l'Ariana, 1211 Geneva,  
Switzerland (tel.: +41 22 748 0000 fax: +41 22 748 0003  
e-mail: byungrinyoo@hotmail.com)

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA / REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIK MOLDAU /  
REPÚBLICA DE MOLDOVA

Dumitru BRINZILA, President, State Commission for Crops Variety Testing and  
Registration, Ministry of Agriculture, Bd. Stefan cel Mare 162, C.P. 1873, 2004 Chisinau  
(tel.: +373 2 246222 fax: +373 2 246921 e-mail: brinzila@csip.moldova.md)

Ion PARASCHIV, Chief, State Seed Inspection, Bd. Stefan cel Mare, 162, 1508 Chisinau  
(tel.: +373 2 210267 fax: +373 2 210267)

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE / CZECH REPUBLIC / TSCHECHISCHE REPUBLIK /  
REPÚBLICA CHECA

Jirí SOUCEK, Head of Department, Department of Plant Variety Rights and DUS Tests,  
Central Institute for Supervising and Testing in Agriculture (ÚKZÚZ), Za opravnou 4,  
150 06 Praha 5 - Motol (tel.: +420 257 211 755 fax: +420 257 211 752  
e-mail: jiri.soucek@ukzuz.cz)

Daniel JUREČKA, Director, Plant Variety Division, Central Institute for Supervising and  
Testing in Agriculture (ÚKZÚZ), Hroznová 2, Brno 656 06 (tel.: +420 5 43217646  
fax: +420 5 43212440 e-mail: daniel.jurecka@ukzuz.cz)

ROUMANIE / ROMANIA / RUMĂNIEN / RUMANIA

Adriana PARASCHIV (Mrs.), Head, State Office for Inventions and Trademarks (OSIM),  
5, Jon Ghica, Sector 3, 70018 Bucharest (tel.: +40 21 3155698 fax: +40 21 3123819  
e-mail: adriana.paraschiv@osim.ro)

Ruxandra URUCU (Ms.), Legal Adviser, Legal and International Affairs Division, State  
Office for Inventions and Trademarks (OSIM), 5, Jon Ghica, Sector 3, 70018 Bucharest  
(tel.: +40 1 3132492 fax: +40 1 3123819 e-mail: ruxandra.urucu@osim.ro)

Mihaela Rodica CIORA (Mrs.), Expert, State Institute for Variety Testing and Registration,  
Ministry of Agriculture, Food and Forestry, 61, Marasti, Sector 1, 71329 Bucharest  
(tel.: +40 21 223 1425 fax: +40 21 222 5605 e-mail: mihaela\_ciora@gmx.net)

ROYAUME-UNI / UNITED KINGDOM / VEREINIGTES KÖNIGREICH / REINO UNIDO

Heather SACKVILLE HAMILTON (Mrs.), Controller, Head of Seeds Division, Plant Variety  
Rights Office and Seeds Division, Department for Environment, Food and Rural Affairs  
(DEFRA), White House Lane, Huntingdon Road, Cambridge CB3 0LF  
(tel.: +44 1223 342 380 fax: +44 1223 342 386 e-mail: heather.hamilton@defra.gsi.gov.uk)

Michael MILLER, Policy Administrator, Plant Variety Rights Office and Seeds Division,  
Department for Environment, Food and Rural Affairs (DEFRA), White House Lane,  
Huntingdon Road, Cambridge CB3 0LF (tel.: +44 1223 342 375 fax: +44 1223 342 386  
e-mail: michael.miller@defra.gsi.gov.uk)

SLOVAQUIE / SLOVAKIA / SLOWAKEI / ESLOVAQUIA

Katarina BENOVSÁ (Mrs.), Senior Officer, Plant Breeders' Rights Office, Central Institute  
for Testing in Agriculture (UKSUP), Matuskova 21, 833 16 Bratislava  
(tel.: +421 2 54654282 fax: +421 2 54654282 e-mail: odrody@uksup.sk)

SUÈDE / SWEDEN / SCHWEDEN / SUECIA

Karl Olov ÖSTER, Director-General, National Board of Fisheries, President, National Plant Variety Board, Ekelundsgatan 1, P.O. Box 423, 401 26 Göteborg (tel.: +46 31 743 03 01 fax: +46 31 743 04 44 e-mail: karl.olov.oster@fiskeriverket.se)

Christina TÖRNSTRAND (Ms.), Senior Administrative Officer, Ministry of Agriculture, 10333 Stockholm (tel.: +46 8 4051107 e-mail: christina.tornstrand@agriculture.ministry.se)

SUISSE / SWITZERLAND / SCHWEIZ / SUIZA

Pierre Alex MIAUTON, Station fédérale de recherches en production végétale de Changins, Case postale 254, 1260 Nyon 1 (tel.: +41 22 3634668 fax: +41 22 3615469 e-mail: pierre.miauton@rac.admin.ch)

Manuela BRAND (Frau), Koordinatorin, Büro für Sortenschutz, Bundesamt für Landwirtschaft, Mattenhofstrasse 5, 3003 Bern (tel.: +41 31 3222524 fax: +41 31 3222634 e-mail: manuela.brand@blw.admin.ch)

Eva TSCHARLAND (Frau), Wissenschaftliche Mitarbeiterin, Bundesamt für Landwirtschaft, Mattenhofstrasse 5, 3003 Bern (tel.: +41 31 322 2524 fax: +41 31 323 5455 e-mail: Eva.tscharland@blw.admin.ch)

UKRAINE / UCRANIA

Valentyna ZAVALEVSKA (Mrs.), First Deputy Chairman, State Service on Right Protection for Plant Varieties, 15, Henerala Rodimtseva vul., 03041 Kyiv (tel.: +380 44 2579933 fax: +380 44 2579934 e-mail: vartest@iptelecom.net.ua)

Oksana ZHMURKO (Mrs.), Head, International Relations Department, State Service on Right Protection for Plant Varieties, 15, Henerala Rodimtseva vul., 03041 Kyiv (tel.: +380 44 257 9938 fax: +380 44 257 9934 e-mail: zhmurko@sops.gov.ua)

URUGUAY

Carlos GÓMEZ-ETCHEBARNE, Director del Registro de Propiedad de Cultivares y del Registro Nacional de Cultivares, Instituto Nacional de Semillas (INASE), Casilla Correo 7731 - Pando, 90 000 Canelones (tel.: +598 2 2887099 fax: +598 2 2887077 e-mail: inasecge@adinet.com.uy)

II. BUREAU / OFFICER / VORSITZ / MESA

Karl Olov ÖSTER, President of the Council

III. BUREAU DE L'OMPI / OFFICE OF WIPO / BÜRO DER WIPO /  
OFICINA DE LA OMPI

Karen LEE RATA (Mrs.), Senior Counsellor, Office of the Special Counsel

IV. BUREAU DE L'UPOV / OFFICE OF UPOV / BÜRO DER UPOV /  
OFICINA DE LA UPOV

Rolf JÖRDENS, Vice Secretary-General  
Peter BUTTON, Technical Director  
Raimundo LAVIGNOLLE, Senior Counsellor  
Makoto TABATA, Senior Counsellor  
Yolanda HUERTA (Mrs.), Senior Legal Officer  
Paul Therence SENGHOR, Senior Program Officer  
Vladimir DERBENSKIY, Consultant

[L'annexe II suit/  
Annex II follows/  
Anlage II folgt/  
Sigue el Anexo II]



INTERNATIONALER  
VERBAND  
ZUM SCHUTZ VON  
PFLANZENZÜCHTUNGEN  
  
GENF, SCHWEIZ

UNION INTERNATIONALE  
POUR LA PROTECTION  
DES OBTENTIONS  
VÉGÉTALES  
  
GENÈVE, SUISSE

UNIÓN INTERNACIONAL  
PARA LA PROTECCIÓN  
DE LAS OBTENCIONES  
VEGETALES  
  
GINEBRA, SUIZA

INTERNATIONAL UNION  
FOR THE PROTECTION  
OF NEW VARIETIES  
OF PLANTS  
  
GENEVA, SWITZERLAND

POINT DE VUE DE L'UNION INTERNATIONALE  
POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES (UPOV)  
CONCERNANT LA DÉCISION VI/5 DE LA CONFÉRENCE  
DES PARTIES À LA CONVENTION  
SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE (CDB)

*communiqué au Secrétariat de la CDB*

adopté par le Conseil

le 11 avril 2003

### Historique

*Le présent document remplace le mémorandum du Bureau de l'Union sur les technologies de réduction de l'utilisation des ressources génétiques (GURT) daté du 10 janvier 2003 et envoyé au Secrétariat de la CDB.*

*Dans sa décision VI/5, adoptée à sa sixième session tenue à La Haye en avril 2002, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique a invité l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) à examiner, dans son domaine de compétence, les répercussions sur la propriété intellectuelle des technologies de réduction de l'utilisation des ressources génétiques (GURT), à l'endroit notamment des communautés locales et autochtones, et à étudier leurs impacts potentiels sur les petits agriculteurs, les communautés locales et sur les droits des exploitants agricoles. L'UPOV a également été invitée à étudier les possibilités d'application de mécanismes juridiques existants ou le besoin d'en développer de nouveaux, pour tenir compte des GURT.*

*L'UPOV n'a pas encore, dans le cadre de ses travaux ou par ailleurs, examiné quant au fond les incidences des GURT sur la propriété intellectuelle visées dans la décision susmentionnée. Néanmoins, l'UPOV souhaiterait saisir cette occasion pour souligner la nécessité d'un système de protection pour permettre aux obtenteurs de recouvrer leurs investissements et de bénéficier d'incitations pour la poursuite de leurs activités de sélection. À cet égard, l'UPOV souligne que la Convention UPOV prévoit un système efficace et équilibré pour la protection des obtentions végétales qui répond aux intérêts des obtenteurs. Là où il existe des systèmes de protection efficaces, les obtenteurs peuvent se passer d'autres systèmes de protection.*

*En ce qui concerne les variétés incorporant des GURT, il convient de noter qu'elles peuvent faire l'objet de droits d'obtenteur si elles remplissent les conditions requises.*

### Résumé

*Les obtenteurs doivent recouvrer leurs investissements et recevoir des incitations pour être en mesure de poursuivre leurs activités de sélection. La mise en place d'un cadre juridique fondé sur la Convention UPOV est un bon moyen d'encourager la mise au point de nouvelles variétés végétales au bénéfice de tous. À cet égard, l'UPOV souligne que la Convention UPOV prévoit un système efficace et équilibré pour la protection des obtentions végétales qui répond aux intérêts des obtenteurs. Là où il existe des systèmes de protection efficaces, les obtenteurs peuvent se passer d'autres systèmes de protection.*



## Introduction

1. Les sections suivantes du présent document mettent en lumière les principales caractéristiques de la Convention UPOV qui, au sens de l'UPOV, établissent un système efficace et équilibré de protection des obtentions végétales. Toutes les mentions de la Convention UPOV figurant dans le présent document renvoient à l'Acte de 1991 de la Convention.

2. La mise au point de variétés améliorées demande un investissement considérable en termes de ressources humaines et financières. La durabilité des programmes de développement de nouvelles variétés végétales exige un retour sur investissement par le biais de la commercialisation des nouvelles variétés créées (les obtentions végétales). La protection des obtentions végétales fondée sur la Convention UPOV facilite ce retour sur investissement en établissant un cadre juridique qui permet de prévenir, dans des conditions bien définies, l'exploitation non autorisée de la variété protégée.

3. La Convention UPOV jette des bases juridiques pour la protection des nouvelles variétés végétales. Elle constitue un système *sui generis* pour la protection des obtentions végétales, conçu spécialement pour l'objet de protection qu'est une nouvelle variété végétale, et les conditions sous lesquelles ladite variété végétale est exploitée. L'étendue de la protection conférée par la Convention UPOV a été soigneusement définie de manière à assurer une incitation à la mise au point de nouvelles variétés végétales avantageuse à la fois pour les agriculteurs et pour les consommateurs. Selon l'une des caractéristiques essentielles du système UPOV, les variétés protégées, considérées comme les ressources phytogénétiques les plus importantes, restent accessibles à la communauté des sélectionneurs à travers le monde pour la poursuite de leurs activités de création variétale. En outre, la Convention UPOV prévoit que les agriculteurs ont la possibilité de conserver des semences de ferme dans certaines circonstances. La protection assurée au titre de la Convention UPOV peut être analysée à travers les paramètres suivants :

- objet de la protection/étendue de la protection;
- actes couverts par la protection (Acte de 1991);
- matériel couvert par la protection;
- durée de la protection;
- exceptions;
- limitations de l'exercice du droit d'obtenteur/licences obligatoires.

## Objet de la protection/étendue de la protection

4. Selon la Convention UPOV, un droit d'obtenteur ne peut être octroyé qu'à l'égard d'une seule variété végétale, définie par l'expression des caractères résultant d'un certain génotype ou d'une certaine combinaison de génotypes, distinguée de tout autre ensemble végétal par l'expression d'au moins un desdits caractères et considérée comme une entité eu égard à son aptitude à être reproduite conforme. La protection conférée à l'égard d'une variété ne s'étend pas à d'autres variétés, sauf dans les cas suivant :

- i) variétés qui sont essentiellement dérivées de la variété initiale protégée, lorsque la variété protégée n'est pas elle-même une variété essentiellement dérivée;
- ii) variétés qui ne se distinguent pas clairement de la variété protégée; et
- iii) variétés dont la production requiert l'utilisation répétée de la variété protégée.

Actes couverts par la protection (Acte de 1991)

5. La nature du droit d'obtenteur accordé en vertu de la Convention UPOV veut que l'autorisation du titulaire soit requise pour les actes suivants accomplis à l'égard du matériel de reproduction ou de multiplication de la variété protégée :

- i) production ou reproduction (multiplication);
- ii) le conditionnement aux fins de la reproduction ou de la multiplication;
- iii) l'offre à la vente;
- iv) la vente ou toute autre forme de commercialisation;
- v) l'exportation;
- vi) l'importation;
- vii) la détention à l'une des fins mentionnées aux points i) à vi) ci-dessus.

6. Par ailleurs, sous réserve des exceptions au droit d'obtenteur et de l'épuisement de ce droit, l'autorisation de l'obtenteur est requise pour les actes susvisés accomplis à l'égard du produit de la récolte, y compris des plantes entières et des parties de plantes, obtenu par utilisation non autorisée de matériel de reproduction ou de multiplication de la variété protégée, à moins que l'obtenteur ait raisonnablement pu exercer son droit en relation avec ledit matériel de reproduction ou de multiplication.

7. En outre, chaque partie contractante peut prévoir que, sous réserve des exceptions au droit d'obtenteur et de l'épuisement de ce droit, l'autorisation de l'obtenteur est requise pour les actes accomplis à l'égard des produits fabriqués directement à partir du produit de la récolte de la variété protégée couvert par les dispositions susmentionnées relatives au produit de la récolte par utilisation non autorisée dudit produit de la récolte, à moins que l'obtenteur ait raisonnablement pu exercer son droit en relation avec ledit produit de la récolte.

Matériel couvert par la protection

8. Comme indiqué au paragraphe 5 ci-dessus, la protection des obtentions végétales selon la Convention UPOV s'étend au matériel de reproduction ou de multiplication des variétés, tel que semences, bulbes, tubercules, plants, etc.

### Durée de la protection

9. Selon la Convention UPOV (Acte de 1991), le droit d'obtenteur est octroyé pour une durée déterminée, qui ne peut être inférieure à 20 années à compter de la date d'octroi du droit d'obtenteur. Pour les arbres et la vigne, cette durée ne peut être inférieure à 25 années à compter de cette date.

### Exceptions

10. Selon la Convention UPOV, le droit d'obtenteur ne s'étend pas :
- i) aux actes accomplis dans un cadre privé à des fins non commerciales;
  - ii) aux actes accomplis à titre expérimental; et
  - iii) aux actes accomplis aux fins de la création de nouvelles variétés.

L'exclusion des actes accomplis dans le cadre privé et à des fins non commerciales est essentielle pour les petits agriculteurs des pays en développement, pratiquant une agriculture de subsistance. L'exemption du droit d'obtenteur pour la recherche et pour la création de nouvelles variétés végétales, comme indiqué aux points ii) et iii) ci-dessus, est essentielle dans la protection des obtentions végétales, en vue de préserver les pratiques établies au sein de la communauté des obtenteurs qui consistent à rendre accessibles à tous les sélectionneurs les variétés protégées.

11. Dans la Convention UPOV, chaque membre peut, dans des limites raisonnables et sous réserve de la sauvegarde des intérêts légitimes de l'obtenteur, restreindre le droit d'obtenteur à l'égard de toute variété afin de permettre aux agriculteurs d'utiliser à des fins de reproduction ou de multiplication, sur leur propre exploitation, le produit de la récolte qu'ils ont obtenu par la mise en culture, sur leur propre exploitation, de la variété protégée. Ces dispositions permettent à chaque membre de l'UPOV de décider, selon les conditions nationales propres, s'il faut ou non et dans quelle mesure, reconnaître la pratique des agriculteurs consistant à utiliser une partie de la récolte issue de la variété protégée pour ensemercer leur champ l'année suivante, connue sous le terme de "privilège de l'agriculteur".

### Limitations de l'exercice du droit d'obtenteur/licences obligatoires

12. La Convention UPOV prévoit qu'un membre peut restreindre le libre exercice d'un droit d'obtenteur pour des raisons d'intérêt public. Cette disposition permet au gouvernement, dans le cas d'une catastrophe, de prendre rapidement les mesures utiles pour approvisionner les agriculteurs en semences nécessaires pour soutenir la production agricole, en limitant ainsi l'exercice du droit d'obtenteur.

[Fin de l'annexe II et du document